

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

FRANSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FRANÇAISE

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 360

[S - C - 2002/29065]

20 DECEMBRE 2001. — Décret fixant le statut des membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française, ci-après dénommés membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné.

Le présent décret ne s'applique pas aux inspecteurs du cours de morale non confessionnelle ni aux inspecteurs des cours de religion.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont des fonctions de promotion et sont classées hiérarchiquement comme suit :

1° inspecteur cantonal :

a) inspecteur cantonal maternel;

b) inspecteur cantonal primaire;

2° inspecteur principal;

3° inspecteur général.

Art. 4. Lors de son entrée en fonction, le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné nommé ou désigné dans une fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire prête serment entre les mains de l'administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou de son délégué.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Acte en est donné au membre du personnel.

CHAPITRE II. — Des devoirs et incompatibilités

Section I^{re}. — Des devoirs

Art. 5. Les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné doivent en toute occasion, avoir le souci constant des intérêts de la Communauté française, des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et des membres du personnel de ces établissements. Ils ont également le souci constant des élèves qui satisfont à l'obligation scolaire par la dispensation d'un enseignement à domicile.

Art. 6. Ils s'acquittent de leur mission avec une égale sollicitude vis-à-vis de tous les établissements scolaires et en toute indépendance à l'égard des pouvoirs organisateurs.

Art. 7. Ils doivent observer les principes de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent utiliser les élèves à des fins de propagande politique.

Art. 8. Ils accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements. Ils doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, les prestations nécessaires à la bonne marche du service.

Ils exécutent ponctuellement les missions qui leur sont confiées et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

Art. 9. Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public et doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

Ils doivent, dans le service comme dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Art. 10. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 11. Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 12. Ils ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 13. Sans préjudice de l'application des lois pénales et, s'il y échet, de l'article 43 de la loi du 29 mai 1959, les infractions à ces dispositions sont punies, suivant le cas, de l'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 85.

Section II. — Des incompatibilités

Art. 14. § 1^{er}. Est incompatible avec l'exercice de la fonction à laquelle le membre du personnel est désigné ou nommé dans le service d'inspection pour l'enseignement subventionné, l'exercice du mandat politique de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale ou de membre du conseil de l'aide sociale dans une commune comprise, en tout ou partie, dans le canton scolaire où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur cantonal primaire, dans la circonscription maternelle où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur cantonal maternel, dans le ressort d'inspection principale où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur principal, ou dans le ressort d'inspection générale où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur général.

§ 2. Est incompatible avec l'exercice de la fonction à laquelle le membre du personnel est désigné ou nommé dans le service d'inspection pour l'enseignement subventionné, l'exercice du mandat politique de député permanent ou de conseiller provincial dans une province qui comprend, en tout ou en partie, le canton scolaire où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur cantonal primaire, la circonscription maternelle où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur cantonal maternel, le ressort d'inspection principale où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur principal, ou le ressort d'inspection générale où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur général.

Art. 15. Est incompatible avec l'exercice de la fonction à laquelle le membre du personnel est désigné ou nommé dans le service d'inspection pour l'enseignement subventionné, l'exercice de tout mandat auprès l'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs d'enseignement dont une ou plusieurs des écoles est (sont) comprise(s) dans le canton scolaire ou le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur cantonal primaire, dans la circonscription maternelle où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur cantonal maternel, dans le ressort d'inspection principale où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur principal, ou dans le ressort d'inspection générale où le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur général.

Art. 16. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 17. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, toute occupation exercée soit par le conjoint, soit par personne interposée, qui serait contraire à la dignité de la fonction du membre du personnel intéressé.

Art. 18. Est également incompatible avec la qualité de membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable à la tutelle et à la curatelle des incapables, ni aux mandats exercés au nom du Gouvernement dans des entreprises privées.

Art. 19. Une dérogation aux articles 16 et 18 peut cependant être accordée par le Gouvernement, sur demande écrite du membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, sur rapport de l'inspecteur général, après avis de la commission composée à cet effet. Dérogation peut être accordée notamment lorsqu'il s'agit de la gestion d'intérêts familiaux.

Art. 20. Pour l'application de l'article 19, il est institué une commission. La commission comprend un président choisi parmi les fonctionnaires généraux du ministère, trois membres choisis parmi les fonctionnaires du ministère titulaires au moins du grade de directeur et trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française choisis sur proposition des organisations syndicales représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affiliées à des organisations siégeant au Conseil national du travail. Chacune de ces organisations syndicales dispose d'au moins un représentant.

Art. 21. Le Gouvernement nomme le président et les membres de la commission. Dans les mêmes conditions, il nomme un président suppléant et un membre suppléant pour chaque membre effectif.

CHAPITRE III. — *De la nomination*

Section I^{re}. — De la nomination à la fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire

Art. 22. Nul ne peut être nommé à une fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire, s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membres de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes d'instituteur maternel, d'instituteur maternel chargé des cours en immersion, d'instituteur primaire, d'instituteur primaire chargé des cours en immersion, de directeur d'une école maternelle autonome, de directeur d'une école primaire autonome ou annexée, de directeur d'un établissement ou institut d'enseignement spécial primaire, de directeur d'une école fondamentale autonome ou annexée ou de directeur d'un établissement ou institut d'enseignement spécial fondamental, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

7° compter une ancienneté de service de dix ans au moins et une ancienneté de fonction de six ans au moins;

8° ne pas avoir encouru une sanction disciplinaire au cours des cinq années précédentes.

9° pour l'inspecteur cantonal maternel, être porteur du titre requis pour la fonction d'instituteur maternel dans l'enseignement de la Communauté française et avoir obtenu le brevet d'inspecteur cantonal maternel, conformément au programme et aux modalités fixés aux articles 26 à 32.

10° pour l'inspecteur cantonal primaire, être porteur du titre requis pour la fonction d'instituteur primaire dans l'enseignement de la Communauté française et avoir obtenu le brevet d'inspecteur cantonal primaire, conformément au programme et aux modalités fixés aux articles 26 à 32.

Art. 23. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 22, alinéa 1^{er}, 7°, sont admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans une ou plusieurs des fonctions visées à l'article 22, alinéa 1^{er}, 6°, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 24. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service visée à l'article 22, alinéa 1^{er}, 7° :

1° les services effectifs, rendus en qualité de temporaire et de temporaire prioritaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances d'hiver et du printemps ainsi que les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle accordés à partir du 1^{er} janvier 1999, ce nombre de jours étant multiplié par 1,2;

2° les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

4° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

5° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié;

6° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période;

7° trente jours forment un mois;

8° la durée des services admissibles que compte le candidat ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 25. Pour l'application des articles 23 et 24, les services rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés aux services rendus dans l'enseignement de la Communauté française.

Art. 26. Nul n'est admis aux épreuves pour l'obtention du brevet visé à l'article 22, 9°, et du brevet visé à l'article 22, 10° s'il ne remplit les conditions requises pour la nomination à la fonction de promotion pour laquelle le brevet est exigé, à l'exception de la condition relative au brevet lui-même.

Art. 27. Le brevet d'inspecteur cantonal maternel et le brevet d'inspecteur cantonal primaire sont délivrés au terme de trois sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines : communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, la gestion des conflits, techniques de négociation, technique d'évaluation du niveau des études d'une école ou d'une classe, utilisation de la voie de conseil, travail en équipes d'inspecteurs, conduite et motivation des groupes, relations avec les partenaires extérieurs à l'école (association de parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations, etc.);

2° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'éducation, leur mise en œuvre, les socles de compétences, les compétences transversales, la pédagogie différenciée, l'évaluation formative et certificative ainsi que sur les courants actuels de la pédagogie, la connaissance de la psychologie de l'enfant avec un approfondissement pour la petite enfance (de 2 ans et demi à 8 ans) pour les candidats inspecteurs cantonaux maternels et un approfondissement pour l'enfance et la préadolescence (de 5 à 14 ans) pour les candidats inspecteurs cantonaux primaires, les discriminations positives, la prévention de la violence, l'évaluation d'une séquence pédagogique.

La troisième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires ainsi que le développement des capacités de gestion administrative.

Art. 28. § 1^{er}. Il est créé une commission permanente de la promotion, ci-après dénommée "la Commission permanente".

§ 2. La Commission permanente est compétente pour remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur l'application de l'article 27. Elle adresse au Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, les propositions déterminées aux articles 29, 30, 44 et 52.

§ 3. La Commission permanente comprend :

1° quatre fonctionnaires généraux;

2° quatre inspecteurs cantonaux maternels ou primaires, inspecteurs principaux ou inspecteurs généraux pour l'enseignement subventionné par la Communauté française;

3° cinq membres désignés par les organisations syndicales représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affiliées à des organisations siégeant au Conseil national du travail. Chacune de ces organisations syndicales dispose d'au moins un représentant.

Le Gouvernement de la Communauté française désigne les membres, de la Commission permanente pour un terme de quatre ans; nul ne peut bénéficier d'une telle désignation s'il ne se trouve dans la position administrative de l'activité de service.

Tout membre de la Commission permanente qui, avant le terme de son mandat, cesse de satisfaire aux conditions énoncées aux alinéas 1^{er} et 2, est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Le Gouvernement désigne un secrétaire de la Commission permanente parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission permanente ainsi que son règlement d'ordre intérieur. Il désigne son président parmi les quatre fonctionnaires généraux visés au paragraphe 3.

§ 4. La Commission permanente rend ses avis et émet ses propositions à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 29. Le Gouvernement organise au moins tous les deux ans les sessions de formation visées à l'article 27 sur proposition de la Commission permanente. Des sessions de formation peuvent être organisées en commun pour des fonctions différentes.

La formation est gratuite. Elle est par priorité organisée en dehors des périodes normales de fonctionnement des établissements scolaires. Les membres du personnel qui suivent une formation sont considérés comme en activité de service.

Tout membre du personnel est admis à la formation à laquelle il désire s'inscrire sauf dans les cas suivants :

1° à la date de sa demande de participation, l'intéressé ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions énoncées à l'article 22;

2° la formation en cause prépare à une épreuve que l'intéressé ne peut présenter en raison de l'article 31.

L'intérêt du service ne peut être opposé au membre du personnel dont la demande de participation à une formation ne peut être rejetée pour l'un des motifs visés à l'alinéa 3.

Art. 30. Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement organise les épreuves sanctionnant chacune des sessions de formation.

Le Gouvernement constitue les jurys et arrête les modalités de leur fonctionnement.

Chaque jury comprend :

1° quatre fonctionnaires généraux désignés par le Gouvernement;

2° quatre membres choisis parmi le personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires de la fonction de promotion à conférer, de la fonction de promotion d'inspecteur principal ou d'inspecteur général, désignés par la Gouvernement;

3° trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires de la fonction de promotion à conférer ou d'une fonction de promotion d'inspecteur principal ou d'inspecteur général, désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affiliées à des organisations siégeant au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un membre suppléant qui ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Les jurys prennent leurs décisions à la majorité des membres présents et les communiquent au Gouvernement.

Le Gouvernement désigne le président du jury parmi les quatre fonctionnaires généraux.

Le Gouvernement désigne un secrétaire de jury parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement.

Pour chaque épreuve, les candidats sont soit admis, soit refusés. Nul classement n'est établi.

Art. 31. Nul ne peut se présenter ni à la deuxième, ni à la troisième épreuves visées à l'article 27 s'il n'a pas réussi l'épreuve précédente.

Art. 32. Les membres du personnel qui satisfont à la dernière épreuve sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction.

Art. 33. La nomination à une fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Un emploi vacant d'une fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire ne peut ainsi être conféré que s'il n'a pas été conféré par mutation aux membres du personnel qui ont sollicité leur mutation selon les règles qui régissent la matière.

Art. 34. La vacance d'emploi de la fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire à conférer est portée à la connaissance des porteurs du brevet en rapport avec la fonction de promotion à conférer, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

La vacance d'emploi visée à l'alinéa précédent est portée à la connaissance des membres du personnel dans le mois suivant le dernier tour des mutations.

Art. 35. Peuvent seuls être nommés à une fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire les candidats qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 36. Les titulaires du brevet d'inspecteur cantonal maternel ou primaire sont nommés dans l'ordre de leur ancienneté de brevet. A ancienneté de brevet égale, la priorité est accordée au titulaire du brevet d'inspecteur cantonal maternel ou primaire ayant le plus d'ancienneté de service. A ancienneté de service égale, la priorité est accordée au titulaire du brevet d'inspecteur cantonal maternel ou primaire le plus âgé.

Les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont nommés à titre définitif à la fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire par le Gouvernement.

Tout membre du personnel peut renoncer sa nomination dans les 600 jours qui suivent sa première entrée en fonction de promotion. Le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément à l'article 34.

Art. 37. Au terme du délai fixé à l'article 36, § 3, le membre du personnel nommé à une des fonctions visées à l'article 3 perd le bénéfice de la nomination ou de l'engagement à titre définitif antérieur de la fonction principale, à prestations complètes ou incomplètes.

Section II. — De la nomination à la fonction de promotion d'inspecteur principal

Art. 38. La nomination à la fonction de promotion d'inspecteur principal ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Un emploi vacant de la fonction de promotion d'inspecteur principal ne peut être ainsi conféré que s'il n'a pas été conféré par mutation aux membres du personnel qui ont sollicité leur mutation selon les règles qui régissent la matière.

Art. 39. La vacance d'emploi de la fonction de promotion d'inspecteur principal à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel susceptibles d'être nommés, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

La vacance d'emploi visée à l'alinéa précédent est portée à la connaissance des membres du personnel dans le mois suivant le dernier tour des mutations.

Art. 40. Peuvent seuls être nommés à la fonction de promotion d'inspecteur principal, les membres du personnel qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 41. Nul ne peut être nommé à la fonction de promotion d'inspecteur principal, s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être nommé dans la fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire;

2° compter une ancienneté de fonction de trois ans au moins dans la fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire.

Art. 42. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 41, 2°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans une des fonctions visées à l'article 41, 1°.

Art. 43. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 41, 2°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 44. Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement crée un jury de promotion pour les candidats à une fonction d'inspecteur principal.

La nomination en qualité d'inspecteur principal se fait sur proposition motivée du jury de promotion, qui présente par emploi une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites et de leurs aptitudes relationnelles. Pour classer les candidats selon l'ordre de leurs mérites, le jury de promotion doit notamment prendre en compte les formations continuées et complémentaires, les publications, les diplômes, certificats et brevets obtenus, les projets mis en œuvre au sein des cantons ou circonscriptions dans lesquels les candidats ont été désignés et toute preuve de leur action sociale.

Art. 45. Les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont nommés à titre définitif à la fonction de promotion d'inspecteur principal par le Gouvernement.

Section III. — De la nomination à la fonction de promotion d'inspecteur général

Art. 46. La nomination à la fonction de promotion d'inspecteur général ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance de l'emploi de la fonction à conférer.

Art. 47. La vacance de l'emploi de la fonction de promotion d'inspecteur général à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel susceptibles d'être nommés, dans les deux mois de la vacance, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 48. Peuvent seuls être nommés à la fonction de promotion d'inspecteur général, les membres du personnel qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 49. Nul ne peut être nommé à la fonction de promotion d'inspecteur général, s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être nommé dans la fonction de promotion d'inspecteur principal;

2° compter une ancienneté de fonction de trois ans au moins dans la fonction de promotion d'inspecteur principal.

Art. 50. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 49, 2°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction visée à l'article 49, 1°.

Art. 51. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 50, 2°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 52. Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement crée un jury de promotion pour les candidats à une fonction d'inspection générale.

La nomination en qualité d'inspecteur général se fait sur proposition motivée du jury de promotion, qui présente une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites et de leurs aptitudes relationnelles. Pour classer les candidats selon l'ordre de leurs mérites, le jury de promotion doit notamment prendre en compte les formations continuées et complémentaires, les publications, les diplômes, certificats et brevets obtenus, les projets mis en œuvre au sein des ressorts d'inspection dans lesquels les candidats ont été désignés et toute preuve de l'action sociale des candidats.

Art. 53. Les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont nommés à titre définitif à la fonction de promotion d'inspecteur général par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — De la désignation à titre provisoire

Art. 54. Le Gouvernement peut désigner provisoirement un porteur du brevet d'inspecteur cantonal maternel dans un emploi d'inspecteur cantonal maternel.

Le Gouvernement désigne parmi les candidats le titulaire du brevet d'inspecteur cantonal maternel le plus ancien qui n'a pas encore été nommé à titre définitif dans la fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel. A ancienneté de brevet égale, le Gouvernement désigne parmi les titulaires du brevet celui comptant le plus d'ancienneté de service. A ancienneté de service égale, le Gouvernement désigne le titulaire de brevet le plus âgé.

Art. 55. Le Gouvernement peut désigner provisoirement un porteur du brevet d'inspecteur cantonal primaire dans un emploi d'inspecteur cantonal primaire.

Le Gouvernement désigne parmi les candidats le titulaire du brevet d'inspecteur cantonal primaire le plus ancien qui n'a pas encore été nommé à titre définitif dans la fonction de promotion d'inspecteur cantonal primaire. A ancienneté de brevet égale, le Gouvernement désigne parmi les titulaires du brevet celui comptant le plus l'ancienneté de service. A ancienneté de service égale, le Gouvernement désigne le titulaire de brevet le plus âgé.

Art. 56. Le Gouvernement invite les détenteurs des brevets à introduire leur candidature à une désignation à titre provisoire.

Art. 57. Tout membre du personnel désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur cantonal peut renoncer à sa désignation à quelque moment que ce soit. Le membre du personnel réintègre alors à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément à l'article 56.

Art. 58. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 54, alinéa 2 et à l'article 55, alinéa 2, sont admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans une ou plusieurs fonctions visées à l'article 22, alinéa 1^{er}, 6^e, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 59. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service visée à l'article 54, alinéa 2 et à l'article 55, alinéa 2, sont applicables les dispositions visées à l'article 24.

Art. 60. Le Gouvernement peut désigner provisoirement un inspecteur cantonal maternel ou primaire dans un emploi d'inspecteur principal.

Le Gouvernement désigne, selon l'ordre du classement, les candidats classés par le jury le plus récent visé à l'article 44 qui n'ont pas été nommés à titre définitif dans la fonction de promotion d'inspecteur principal. A égalité de classement, dans le cas ou plusieurs listes, dont la composition diffère, sont constituées par le même jury mais pour des emplois différents, la priorité est accordée au candidat ayant l'ancienneté de fonction la plus importante. Après épuisement du classement, le Gouvernement désigne parmi les inspecteurs cantonaux maternels ou primaires celui ayant l'ancienneté de fonction la plus importante. A ancienneté de fonction égale, le Gouvernement désigne l'inspecteur cantonal maternel ou primaire le plus âgé.

Art. 61. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 60, alinéa 2, sont admissibles les services effectifs que le membre personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur cantonal maternel ou primaire.

Art. 62. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 60, alinéa 2, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 63. Le Gouvernement peut désigner provisoirement un inspecteur principal dans un emploi d'inspecteur général.

Le Gouvernement désigne, selon l'ordre du classement, les candidats classés par le jury le plus récent visé à l'article 52 qui n'ont pas été nommés à titre définitif dans la fonction de promotion d'inspecteur général. Après épuisement du classement, le Gouvernement désigne parmi les inspecteurs principaux celui ayant l'ancienneté de fonction la plus importante. A ancienneté de fonction égale, le Gouvernement désigne l'inspecteur principal le plus âgé.

Art. 64. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, alinéa 2, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur principal.

Art. 65. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, alinéa 2, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

CHAPITRE V. — De la mutation

Art. 66. Les mutations des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont organisées en quatre tours.

Pour le premier tour des mutations, les emplois définitivement vacants au 1^{er} octobre sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, par lettre-circulaire, dans le courant du mois d'octobre.

Pour le deuxième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au premier tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du premier tour des mutations et au plus tard le 1^{er} janvier sont portés à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de janvier.

Pour le troisième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au deuxième tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du deuxième tour des mutations et au plus tard le 1^{er} mars sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de mars.

Pour le quatrième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au troisième tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du troisième tour des mutations et au plus tard le 1^{er} mai sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de mai.

Art. 67. Les lettres-circulaires visées à l'article 66 du présent décret sont adressées aux membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sous pli recommandé à la poste. Elles mentionnent que les emplois peuvent être attribués par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction dont l'emploi est à conférer et invitent les membres du personnel, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de mutation.

Chaque lettre-circulaire précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Art. 68. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans les lettres-circulaires visées à l'article 66 du présent décret.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés par chaque lettre-circulaire.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la lettre-circulaire.

Art. 69. Pour chaque tour des mutations, le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Art. 70. Le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné qui obtient une mutation au second tour des mutations renonce automatiquement à la mutation qu'il a obtenue lors du premier tour des mutations.

Art. 71. Pour chaque tour des mutations et pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent la condition requise, sont classés d'après leur ancienneté de fonction, acquise à la date du 1^{er} septembre de l'année de l'exercice en cours.

Dans le cadre de mutation pour des emplois à la fonction d'inspecteur cantonal maternel ou primaire, en cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Dans le cadre de mutation pour des emplois à la fonction d'inspecteur principal, en cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée à l'inspecteur principal ayant le plus d'ancienneté de fonction en tant qu'inspecteur cantonal. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction en tant qu'inspecteur cantonal, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Art. 72. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction dont l'emploi est à conférer par mutation.

Art. 73. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 72, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 74. Sans préjudice des dispositions visées aux articles 14 et 15, le Gouvernement confère, par mutation, tout emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé, au membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné qui occupe la première place du classement visé à l'article 71, en tenant compte des préférences exprimées conformément aux dispositions de l'article 69.

Art. 75. Tout membre du personnel est affecté définitivement dans l'emploi dans lequel il a obtenu une mutation le 1^{er} août de l'exercice en cours.

CHAPITRE VI. — *Des positions administratives*

Section I^{re}. — Disposition générale

Art. 76. Les positions administratives dans lesquelles peuvent se trouver les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont :

- 1° l'activité de service;
- 2° la non-activité;
- 3° la disponibilité.

Section II. — De l'activité de service

Art. 77. Le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 78. Le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné a droit au traitement et à l'avancement de traitement dans les mêmes conditions que les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné peut obtenir un congé dans les mêmes conditions que les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Section III. — De la non-activité

Art. 79. Le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné est dans la position de non-activité dans les mêmes conditions que les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Art. 80. Le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

Art. 81. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité après la fin du mois où il atteint l'âge de 60 ans s'il compte 30 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Section IV. — De la disponibilité

Art. 82. Le membre du personnel du service d'inspection ou pour l'enseignement subventionné peut être mis en position de disponibilité pour mission spéciale, pour maladie infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celles des congés pour cause de maladie ou d'infirmité, pour convenances personnelles ou pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, dans les mêmes conditions que les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Art. 83. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge de 60 ans s'il compte 30 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

La disposition de l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale.

Art. 84. Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné mis en disponibilité dans les mêmes conditions qu'aux membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française placés dans la

même position administrative. Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

CHAPITRE VII. — *Du régime disciplinaire*

Section I^{re}. — Des sanctions disciplinaires

Art. 85. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2a la réprimande;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° le déplacement disciplinaire;
- 5° la suspension disciplinaire;
- 6° la rétrogradation;
- 7° la mise en non-activité disciplinaire;
- 8° la révocation.

Art. 86. Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur cantonal ou dans la fonction de promotion d'inspecteur principal, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'inspecteur général.

Pour l'inspecteur général, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet.

Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 87. La retenue sur traitement ne peut être prononcée pour une durée supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième du traitement.

Art. 88. La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 89. La rétrogradation entraîne l'attribution de l'échelle de traitement correspondant à la nouvelle fonction du membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné qui s'est vu infliger cette peine.

Art. 90. La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par l'autorité qui inflige la sanction : elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration dans le service d'inspection pour l'enseignement subventionné.

Art. 91. Aucune sanction ne peut être proposée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou interpellé. L'intéressé peut faire usage des droits qui lui sont reconnus par le statut syndical.

Tout membre du personnel invité à viser une proposition de sanction disciplinaire, a le droit d'introduire par la voie hiérarchique, une réclamation écrite devant la chambre de recours, dans le délai de vingt jours à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si l'intéressé n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de sanction disciplinaire est transmise directement au Gouvernement.

Art. 92. La proposition de sanction disciplinaire et le recours introduit par le membre du personnel intéressé sont transmis à la chambre de recours dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception du recours.

Art. 93. A moins d'empêchement légitime, le requérant comparaît en personne. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné en activité de service ou retraités ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de réception du dossier complet de l'affaire. Le Gouvernement peut demander un avis d'urgence et, dans ce cas, le délai ne peut cependant être inférieur à un mois.

Si le requérant, bien que régulièrement convoqué, s'abstient de comparaître sans motif valable, la chambre de recours est considérée comme dessaisie et transmet le dossier au Gouvernement pour décision.

Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

Art. 94. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 95. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité disciplinaire reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

Section II. — De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 96. La radiation de la sanction disciplinaire infligée à un membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné se fait dans les mêmes conditions que pour les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française.

CHAPITRE VIII. — *De la chambre de recours*

Art. 97. Il est institué auprès du Gouvernement une chambre de recours.

Art. 98. La chambre de recours traite des recours introduits à l'encontre de toute proposition de sanction disciplinaire.

Art. 99. La chambre de recours se compose d'un président et de six membres.

Art. 100. Le Gouvernement désigne le président et deux présidents suppléants parmi les fonctionnaires généraux du ministère.

Le président a voix délibérative.

Art. 101. Le Gouvernement désigne les membres de la chambre de recours parmi les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné et les fonctionnaires généraux du ministère. Les membres du personnel du service d'inspection visés doivent être nommés à titre définitif et compter deux ans d'ancienneté de fonction depuis leur nomination comme membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'inspecteur général ne peut siéger dans la chambre de recours.

Les membres effectifs ou suppléants qui siègent pour l'examen d'un recours doivent exercer une fonction hiérarchiquement égale ou supérieure à celle du requérant.

Par dérogation à l'alinéa précédent, ne siègent que les fonctionnaires généraux désignés conformément à l'alinéa 1^{er} pour l'examen d'un recours introduit par l'inspecteur général.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er} du présent article sont désignés pour moitié directement par le Gouvernement et pour moitié sur la proposition des organisations syndicales représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affiliées à des organisations siégeant au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un représentant.

Art. 102. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visé à l'article 101, alinéa 1^{er}, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à titre définitif, dans une ou plusieurs des fonctions visées à l'article 3.

Art. 103. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 101, alinéa 1^{er}, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 104. Le Gouvernement désigne, dans les mêmes conditions, deux membres suppléants pour chaque membre effectif.

Art. 105. Le président, les présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés pour quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Le remplaçant d'un membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 106. Le Gouvernement désigne un secrétaire et deux secrétaires suppléants parmi les fonctionnaires du ministère.

Ils assurent le secrétariat sans avoir de voix délibérative.

Art. 107. Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la chambre de recours si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient les éléments susceptibles de permettre à la chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Art. 108. Dès qu'un recours est introduit, le président communique au requérant la liste des membres effectifs et suppléants de la chambre de recours.

Dans les dix jours qui suivent la réception de cette liste, le requérant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres : au maximum trois membres désignés sur proposition des organisations syndicales et quatre membres désignés directement par le Gouvernement. Toutefois, il ne peut récuser un membre effectif et ses deux suppléants.

Un membre peut demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Art. 109. Les président et présidents suppléants ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel relevant de leur administration.

Le président, les présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 110. La chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Art. 111. Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les fonctionnaires du ministère qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête. Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 112. La chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête, entendre les témoins à charge ou à décharge. Après en avoir délibéré, elle transmet au Gouvernement son avis motivé. Celui-ci mentionne par quel nombre de voix, pour et contre, le vote a été acquis.

Art. 113. Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret. Les membres désignés directement par le Gouvernement et ceux désignés sur proposition des organisations syndicales doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

En cas de parité de voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Art. 114. La décision est prise par le Gouvernement dans le délai visé à l'article 93, dernier alinéa. Elle fait mention de l'avis motivé de la chambre de recours ou de l'absence d'avis. Toute décision non conforme à l'avis de la chambre de recours est motivée.

Le Gouvernement notifie sa décision à la chambre de recours et au requérant.

Art. 115. Le mandat des membres de la chambre de recours est gratuit; toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires en la matière.

Art. 116. Les modalités de fonctionnement de la chambre de recours, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats, sont fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE IX. — *De la suspension préventive : mesure administrative*

Art. 117. Le membre du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné est suspendu préventivement dans les mêmes conditions que les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française.

CHAPITRE X. — *De la cessation des fonctions*

Art. 118. Les membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été nommés à titre définitif de façon régulière;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice.

3° si après absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraînent la cessation des fonctions;

6° s'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue;

7° s'ils démissionnent volontairement : le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé et après un préavis de quinze jours au moins;

8° s'ils sont mis à la retraite pour limite d'âge;

9° s'ils font l'objet de la sanction disciplinaire de la révocation.

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 119. Les membres du personnel nommés dans la fonction d'inspectrice cantonale de l'enseignement maternel sont réputés nommés dans la fonction d'inspecteur cantonal maternel à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel nommés dans la fonction d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire sont réputés nommés dans la fonction d'inspecteur cantonal primaire à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 120. Les membres du personnel titulaires d'un certificat d'aptitude aux fonctions d'inspectrice cantonale de l'enseignement maternel sont réputés titulaires du brevet d'inspecteur cantonal maternel à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel titulaires d'un certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire sont réputés titulaires du brevet d'inspecteur cantonal primaire à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 121. Le certificat d'aptitude aux fonctions d'inspectrice cantonale de l'enseignement maternel et le certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire pourront être délivrés dans l'attente de l'organisation des formations et des examens pour l'obtention du brevet d'inspecteur cantonal maternel ou primaire, tels qu'organisés par les articles 27 à 32 du présent décret, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2002.

L'article 120 est applicable aux membres du personnel ayant obtenu le certificat d'attitude aux fonctions d'inspectrice cantonale de l'enseignement maternel et le certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire en application de l'alinéa premier.

Art. 122. Par dérogation à l'article 66 du présent décret, les mutations des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné sont, pour l'année scolaire 2001-2002, organisées en trois jours.

Pour le premier tour des mutations, les emplois définitivement vacants au 1^{er} janvier sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de février.

Pour le deuxième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au premier tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du premier tour des mutations et au plus tard le 1^{er} mars sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de mars.

Pour le troisième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au deuxième tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du deuxième tour des mutations et au plus tard le 1^{er} mai sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel du service d'inspection pour l'enseignement subventionné, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de mai.

Art. 123. Sont abrogés :

1° à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 mai 1928 portant règlement général de l'enseignement primaire :

a) l'article 14;

b) l'article 15;

2° la loi du 27 mai 1971 relative à l'extension aux inspecteurs de l'Etat pour l'enseignement primaire et gardien subventionné, du régime de congés et de mise en disponibilité pour cause de maladie et d'infirmité, applicable aux inspecteurs de l'enseignement de l'Etat.

Art. 124. Sont abrogés au 1^{er} janvier 2003 :

1° l'arrêté royal du 6 novembre 1978 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire (régime français), ainsi que les arrêtés royaux du 11 juin 1980 et du 8 novembre 1983 et l'arrêté du Gouvernement du 12 juin 1998 qui le modifient;

2° l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspectrice cantonale de l'enseignement maternel (régime français), ainsi que l'arrêté du Gouvernement du 12 juin 1998 qui le modifie.

Art. 125. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} février 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 219-1. Amendements de commission, n° 219-2. Rapport, n° 219-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 2001.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 360

[C - 2002/29065]

20 DECEMBER 2001. — Decreet tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuteronderwijs, het gewoon lager onderwijs en het gewoon basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuteronderwijs, het gewoon lager onderwijs en het gewoon basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hierna genoemd personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs.

Dit decreet is niet van toepassing op de inspecteurs voor de cursussen niet confessionele zedenleer noch op de inspecteurs voor de godsdienstlessen.

Art. 2. In dit decreet is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende houders van bekwaamheidsbewijzen en de verschillende ambten gemeenschlchtig met het oog op de leesbaarheid van de tekst, onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 3. De ambten die de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs kunnen uitoefenen, zijn bevorderingsambten en zijn hiërarchisch gerangschikt als volgt :

1° kantonnale inspecteur :

a) kantonnale inspecteur kleuteronderwijs;

b) kantonnale inspecteur lager onderwijs;

2° hoofdinspecteur;

3° inspecteur-generaal.

Art. 4. Bij de indiensttreding legt het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs dat benoemd of aangesteld is in een bevorderingsambt van kantonnale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs de eed af in handen van de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde.

De eed wordt afgelegd op de wijze vastgesteld in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Er wordt akte daarvan aan het personeelslid verleend.

HOOFDSTUK II. — *Plichten en onverenigbaarheden**Afdeling I. — Plichten*

Art. 5. De personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs moeten in alles steeds de belangen behartigen van de Franse Gemeenschap, van de leerlingen die de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken en van de personeelsleden van die inrichtingen. Ze moeten eveneens steeds de belangen behartigen van de leerlingen die de leerplicht vervullen door een onderwijs thuis te volgen.

Art. 6. Ze vervullen hun opdracht met een gelijke zorg voor alle schoolinrichtingen en in volle onafhankelijkheid ten opzichte van de inrichtende machten.

Art. 7. Bij de uitoefening van hun ambt moeten zij de principes betreffende de neutraliteit in acht nemen. Zij mogen de leerlingen niet gebruiken voor politieke propagandadoeleinden.

Art. 8. Zij komen persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na die hun zijn opgelegd door de wetten, decreten, besluiten en verordeningen. Zij moeten, binnen de perken gesteld door de reglementering, de diensten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de dienst.

Zij voeren stipt de hun toegewezen opdrachten uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Zij mogen zonder voorafgaande toelating de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 9. Zij moeten zich met de meest volstrekte correctheid gedragen zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met het publiek en moeten elkaar bijstaan in de mate waarin het belang van de dienst zulks vereist.

In de dienst zowel als in hun privé-leven moeten zij alles wat het vertrouwen van het publiek kan aantasten of afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt vermijden.

Art. 10. Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's Lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

Art. 11. Het is hun verboden feiten bekend te maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 12. Het is hun verboden rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, giften, geschenken, beloningen of enig ander voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 13. Onverminderd de toepassing van de strafwetten en, in voorkomend geval, van artikel 43 van de wet van 29 mei 1959, wordt elke overtreding van deze bepalingen, naar de vereisten van het geval, gestraft met een van de bij artikel 85 gestelde tuchtstraffen.

Afdeling II. — Onverenigbaarheden

Art. 14. § 1. Met de uitoefening van het ambt waarvoor het personeelslid benoemd of aangesteld is in de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs is onverenigbaar, de uitoefening van het politiek mandaat van burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente die geheel of gedeeltelijk gelegen is in het schoolkanton waarin het personeelslid het ambt van kantonnale inspecteur lager onderwijs uitoefent, in het schooldistrict voor het kleuteronderwijs waar het personeelslid het ambt van kantonnale inspecteur kleuteronderwijs uitoefent, in het hoofdinspectiegebied waar het personeelslid het ambt van hoofdinspecteur uitoefent, of in het algemene inspectiegebied waar het personeelslid het ambt van inspecteur-generaal uitoefent.

§ 2. Met de uitoefening van het ambt waarvoor het personeelslid benoemd of aangesteld is in de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs is onverenigbaar, de uitoefening van het politiek mandaat van lid van de bestendige deputatie of van de provincieraad in een provincie die het schoolkanton waarin het personeelslid het ambt van kantonnale inspecteur lager onderwijs uitoefent, het schooldistrict voor het kleuteronderwijs waar het personeelslid het ambt van kantonnale inspecteur kleuteronderwijs uitoefent, het hoofdinspectiegebied waar het personeelslid het ambt van hoofdinspecteur uitoefent, of het algemene inspectiegebied waar het personeelslid het ambt van inspecteur-generaal uitoefent, geheel of gedeeltelijk omvat.

Art. 15. Met de uitoefening van het ambt waarvoor het personeelslid benoemd of aangesteld is in de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs is onverenigbaar, de uitoefening van elk mandaat bij een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten waarvan één of meer scholen gelegen is (zijn) in het schoolkanton waarin het personeelslid het ambt van kantonnale inspecteur lager onderwijs uitoefent, in het schooldistrict voor het kleuteronderwijs waar het personeelslid het ambt van kantonnale inspecteur kleuteronderwijs uitoefent, in het hoofdinspectiegebied waar het personeelslid het ambt van hoofdinspecteur uitoefent, of in het algemene inspectiegebied waar het personeelslid het ambt van inspecteur-generaal uitoefent.

Art. 16. Met de hoedanigheid van personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs is onverenigbaar, elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of die in strijd is met de waardigheid van zijn ambt.

Art. 17. Met de hoedanigheid van personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs is onverenigbaar, elke activiteit die door de echtgenoot of door een tussenpersoon wordt verricht en die in strijd is met de waardigheid van het ambt van het betrokken personeelslid.

Art. 18. Met de hoedanigheid van personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs is eveneens onverenigbaar, elk mandaat of elke dienst, zelfs onbezoldigd verricht, in particuliere zaken met winsttoogmerk.

Deze bepaling is echter niet van toepassing op de voogdij en op de curatele over onbekwame personen, evenmin op de mandaten die namens de Regering worden uitgeoefend in privé-ondernemingen.

Art. 19. Afwijking van de artikelen 16 en 18 kan echter, op schriftelijke aanvraag van het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, door de Regering worden verleend op grond van een verslag van de inspecteur-generaal, nadat het advies van een hiertoe opgerichte commissies is ingewonnen. Afwijking kan inzonderheid worden verleend waar het gaat om het beheer van familiebelangen.

Art. 20. Voor de toepassing van artikel 19 wordt een commissie ingesteld. De commissie bestaat uit een voorzitter gekozen onder de ambtenaren-generaal van het ministerie, drie leden gekozen onder de ambtenaren van het ministerie die titularis zijn van ten minste de graad van directeur en drie leden uit het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap gekozen op de voordracht van de vakorganisaties die de leden vertegenwoordigen van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die aangesloten zijn bij organisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting houden. Elk van die vakorganisaties beschikt over ten minste een vertegenwoordiger.

Art. 21. De Regering benoemt de voorzitter en de leden van de commissie. Onder dezelfde voorwaarden benoemt hij een plaatsvervangend voorzitter en een plaatsvervangend lid voor ieder werkend lid.

HOOFDSTUK III. — Benoeming

Afdeling I. — Benoeming in het bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs

Art. 22. Niemand kan in een bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs worden benoemd, indien hij niet voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° benoemd zijn of in vast verband in dienst zijn in een ambt met volledige dienstprestaties van onderwijzer kleuteronderwijs, onderwijzer kleuteronderwijs belast met taalbadlessen, onderwijzer lager onderwijs, onderwijzer lager onderwijs belast met taalbadlessen, directeur van een autonome school voor kleuteronderwijs, directeur van een autonome school voor lager onderwijs of ermee verbonden, directeur van een inrichting of instituut voor lager buitengewoon onderwijs, directeur van een autonome school voor basisonderwijs of ermee verbonden of directeur van een inrichting of instituut voor buitengewoon basisonderwijs, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

7° ten minste een dienstanciënniteit van tien jaar en een ambtsanciënniteit van 6 jaar tellen;

8° geen tuchtsanctie gedurende de laatste vijf vorige jaren hebben ondergaan;

9° voor de kantonale inspecteur kleuteronderwijs, houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van onderwijzer in het kleuteronderwijs in het onderwijs van de Franse Gemeenschap en het brevet van kantonale inspecteur kleuteronderwijs hebben behaald, overeenkomstig de programma's en nadere regels bepaald in de artikelen 26 tot 32;

10° voor de kantonale inspecteur lager onderwijs, houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van onderwijzer in het lager onderwijs van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en het brevet van kantonale inspecteur in het lager onderwijs hebben behaald, overeenkomstig het programma en de nadere regels bepaald in de artikelen 26 tot 32.

Art. 23. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 22, lid 1, 7°, komen de diensten in aanmerking die de kandidaat, in welke hoedanigheid dan ook, werkelijk heeft gepresteerd in één of meer ambten bedoeld in artikel 22, lid 1, 6°, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

Art. 24. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 22, lid 1, 7° :

1° worden de diensten die als tijdelijk of prioritair tijdelijk personeelslid werkelijk werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties, meegerekend voor een anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen begrepen tussen het begin en het einde van de ononderbroken activiteitsperiode, met inbegrip, indien zij in die periode worden meegerekend, van het ontspanningsverlof, de winter- en zomervakantie, alsook het bevallingsverlof en het verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij, toegekend vanaf 1 januari 1999, waarbij dat aantal met 1,2 wordt vermenigvuldigd;

2° worden de diensten die in een andere hoedanigheid dan tijdelijk personeelslid werkelijk werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties, berekend in kalendermaanden, waarbij deze die niet op de gehele maand betrekking hebben niet in acht worden genomen;

3° worden de in aanmerking komende diensten die werden gepresteerd tijdens de maand gedurende welke het personeelslid voor de eerste keer in een andere hoedanigheid dan tijdelijk personeelslid wordt aangesteld, geacht als tijdelijk personeelslid te zijn gepresteerd;

4° worden de diensten die werkelijk werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties dat ten minste de helft van het aantal uren telt vereist voor het ambt met volledige dienstprestaties in aanmerking genomen in dezelfde hoedanigheid als de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties;

5° wordt het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat niet de helft van het aantal uren telt vereist voor het ambt met volledige dienstprestaties, met de helft verminderd;

6° mag de duur van de diensten gepresteerd in twee of meer ambten met volledige of onvolledige dienstprestaties, die simultaan werden uitgeoefend, nooit langer zijn dan de duur van de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties gedurende dezelfde periode;

7° vormen dertig dagen één maand;

8° mag de duur van de in aanmerking komende diensten die de kandidaat telt, nooit langer zijn dan twaalf maanden voor een burgerlijk jaar.

Art. 25. Voor de toepassing van de artikelen 23 en 24, worden de diensten gepresteerd in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap gelijkgesteld met de diensten gepresteerd in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. Niemand wordt tot de examens voor het bekomen van het brevet bedoeld in artikel 22, 9°, en van het brevet bedoeld in artikel 22, 10° toegelaten als hij niet voldoet aan de voorwaarden bepaald voor de benoeming tot het bevorderingsambt waarvoor het brevet vereist is, behoudens de voorwaarde betreffende het brevet zelf.

Art. 27. Het brevet van kantonale inspecteur kleuteronderwijs en het brevet van kantonale inspecteur lager onderwijs worden uitgereikt na drie vormingszittingen die elk worden bekrachtigd door een afzonderlijk examen.

De eerste vormingszittijd heeft tot doel bij de kandidaten de volgende vaardigheden te ontwikkelen :

1° vaardigheden op het vlak van menselijke betrekkingen, inzonderheid van humanresources management : interne en externe communicatie, woordvoering in het openbaar, besluitvorming, conflictenbeheer, onderhandelings-technieken, techniek voor de evaluatie van het studieniveau van een school of een klas, gebruik van raadgeving, werk met inspecteursploegen, leiding en motivatie van groepen, betrekkingen met niet tot de school behorende partners (ouderverenigingen, dienst voor hulpverlening aan de jeugd, academies, verenigingen, enz.);

2° het verwerven van een methode voor de evaluatie van zijn eigen actie.

De tweede zittijd heeft tot doel bij de kandidaten pedagogische vaardigheden te ontwikkelen en heeft inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van onderwijs, de praktische modaliteiten voor het bereiken ervan, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de transversale competenties, de gedifferentieerde pedagogie, de evaluatie inzake vorming en getuigschrift, en op de huidige tendensen op het vlak van pedagogie, kennis van de kinderpsychologie met een diepgaandere kennis van het klein kind (van twee en een half jaar tot acht jaar) voor de kandidaat-kantonnale inspecteurs kleuteronderwijs en een diepgaandere kennis van de kindertijd en de tijd vóór de adolescentie (van 5 tot 14 jaar) voor de kandidaat-kantonnale inspecteurs lager onderwijs, de positieve discriminatie, de preventie van geweld, de evaluatie van een reeks pedagogische lessen.

De derde zittijd heeft tot doel bij de kandidaten de bekwaamheid te ontwikkelen tot het begrijpen van het blad van de wet-, decreet- en verordeningsteksten alsook de vaardigheid inzake administratief beheer te ontwikkelen.

Art. 28. § 1. Er wordt een vaste bevorderingscommissie, hierna de "Vaste Commissie" opgericht.

§ 2. De Vaste Commissie heeft als opdracht, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, adviezen over de toepassing van artikel 27 uit te brengen. Zij richt aan de Regering, volgens de nader door deze te bepalen regels, de voorstellen bepaald in de artikelen 29, 30, 44 en 52.

§ 3. De Vaste Commissie bestaat uit :

1° vier ambtenaren-generaal;

2° vier kantonnale inspecteurs kleuteronderwijs of lager onderwijs voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° vijf leden voorgedragen door de vakorganisaties die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap aangesloten bij organisaties die in de Nationale Arbeidsraad zetelen, vertegenwoordigen. Elk van die vakorganisaties beschikt over ten minste één vertegenwoordiger.

De Regering van de Franse Gemeenschap benoemt de leden van de Vaste Commissie voor een periode van vier jaar; niemand kan benoemd worden indien hij zich niet in de administratieve stand dienstactiviteit bevindt.

Ieder lid van de Vaste Commissie dat, voor het einde van zijn mandaat, niet meer voldoet aan de voorwaarden opgesomd in de leden 1 en 2, wordt vervangen. De vervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

De Regering stelt een secretaris van de Vaste Commissie aan onder de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering.

De Regering stelt de andere nadere regels voor de werking van de Vaste Commissie alsook haar huishoudelijk reglement vast. Zij benoemt haar voorzitter onder de vier ambtenaren-generaal bedoeld in paragraaf 3.

§ 4. De Vaste Commissie brengt haar adviezen uit en legt haar voorstellen bij meerderheid van de aanwezige leden voor. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 29. De Regering organiseert minstens om de twee jaar de vormingszittijden bedoeld in artikel 27 op de voordracht van de Vaste Commissie. Er kunnen gemeenschappelijke vormingszittijden voor verschillende ambten worden georganiseerd.

De vorming is kosteloos. Zij wordt prioritair buiten de normale werkingsperioden van de schoolinrichtingen georganiseerd. De personeelsleden die een vorming volgen, worden geacht zich in dienstactiviteit te bevinden.

Ieder personeelslid wordt toegelaten tot de vorming waarvoor hij zich wenst in te schrijven, behoudens in de volgende gevallen :

1° wanneer, op de datum van zijn aanvraag om deelneming, de betrokkene niet of niet meer alle voorwaarden bedoeld in artikel 22 vervult;

2° wanneer de gevolgde vorming hem voorbereidt voor een examen dat hij niet mag afleggen ten gevolge van artikel 31.

Het belang van de dienst kan niet worden ingeroepen tegen het personeelslid waarvan de aanvraag om deelneming aan een vorming niet kan worden afgewezen om één van de in lid 3 bedoelde redenen.

Art. 30. Op voorstel van de Vaste Commissie, organiseert de Regering de examens tot bekrachtiging van elk van de vormingszittijden.

De Regering stelt de examencommissies samen en stelt de nadere regels voor hun werking vast.

Elke examencommissie bestaat uit :

1° vier ambtenaren-generaal die door de Regering worden aangesteld;

2° vier leden gekozen onder het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van het toe te kennen bevorderingsambt, van het bevorderingsambt van hoofdinspecteur of inspecteur-generaal, aangesteld door de Regering;

3° drie leden van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, titularis van het toe te kennen bevorderingsambt of van een bevorderingsambt van hoofdinspecteur of inspecteur-generaal, aangesteld door de Regering op de voordracht van de vakorganisaties die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij organisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben, waarbij elke organisatie ten minste over een lid beschikt.

Voor ieder werkend lid, stelt de Regering, volgens dezelfde nadere regels, een plaatsvervangend lid aan dat alleen bij afwezigheid van een werkend lid zitting houdt.

De examencommissies treffen hun beslissingen bij meerderheid van de aanwezige leden en delen die aan de Regering mede.

De Regering stelt de voorzitter van de examencommissie aan onder de vier ambtenaren-generaal.

De Regering stelt de secretaris van de examencommissie aan onder de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering.

Voor elk examen worden de kandidaten ofwel toegelaten ofwel afgewezen. Er wordt geen rangschikking opgesteld.

Art. 31. Niemand mag zich aanmelden voor het tweede of derde examen bedoeld in artikel 27 indien hij niet geslaagd is voor het vorige examen.

Art. 32. De personeelsleden die voor het laatste examen geslaagd zijn, zijn titularis van het brevet in verband met het ambt.

Art. 33. De benoeming in een bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs kan enkel geschieden indien de betrekking voor het toe te kennen ambt vacant is.

Een vacante betrekking in een bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs kan slechts door bevordering worden toegewezen indien ze niet door mutatie werd toegewezen aan de personeelsleden die hun mutatie hebben aangevraagd volgens de ter zake geldende regels.

Art. 34. De vacature van de betrekking voor het toe te kennen bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs wordt ter kennis gebracht van de houders van het brevet in verband met het toe te kennen bevorderingsambt, volgens de nader door de Regering te bepalen regels.

De vacature van de in vorig lid bedoelde betrekking wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden binnen de maand die volgt op de laatste mutatiebeurt.

Art. 35. Kunnen alleen benoemd worden in een bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs de kandidaten die de kandidaturen hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn die daartoe vereist zijn.

Art. 36. De titularissen van het brevet van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs worden benoemd in de volgorde van hun brevetanciënniteit. Bij gelijke brevetanciënniteit, wordt voorrang verleend aan de titularis van het brevet van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs met de grootste dienstanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang verleend aan de oudste titularis van het brevet van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs.

De personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs worden door de Regering in vast verband benoemd in het bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs.

Ieder personeelslid kan van zijn benoeming afzien binnen de 600 dagen die volgen op zijn eerste uitoefening van het bevorderingsambt. Het personeelslid oefent opnieuw definitief zijn oorspronkelijke ambt uit en, behoudens behoorlijk gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden, kan voor een nieuwe affectatie pas worden aangewezen na te hebben geantwoord op een nieuwe oproep gedaan overeenkomstig artikel 34.

Art. 37. Op het einde van de termijn bepaald in artikel 36, § 3, verliest het personeelslid dat in één van de ambten bedoeld in artikel 3 benoemd is, het voordeel van de benoeming of de vorige aanwerving in vast verband in het hoofdamt, met volledige of onvolledige dienstprestaties.

Afdeling II. — Benoeming in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur

Art. 38. De benoeming in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur kan enkel geschieden indien de toe te kennen betrekking in verband met dat ambt vacant is.

Een vacante betrekking in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur kan slechts zo worden toegekend indien ze niet door mutatie werd toegekend aan de personeelsleden die hun mutatie hebben aangevraagd volgens de ter zake geldende regels.

Art. 39. De vacature van de toe te kennen betrekking in verband met het bevorderingsambt van hoofdinspecteur wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden die in aanmerking komen voor een benoeming, volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

De vacature bedoeld in vorig lid wordt ter kennis van de personeelsleden gebracht binnen de maand die volgt op de laatste mutatiebeurt.

Art. 40. Kunnen alleen in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur worden benoemd de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend in de vereiste vorm en binnen de vereiste termijn.

Art. 41. Niemand kan worden benoemd in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° benoemd zijn in het bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs;

2° een ambtsanciënniteit van ten minste drie jaar tellen in het bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs.

Art. 42. Voor de berekening van de in artikel 41, 2°, bedoelde ambtsanciënniteit, komen de diensten in aanmerking die het personeelslid, in welke hoedanigheid ook, werkelijk heeft gepresteerd in één van de in artikel 41, 1°, bedoelde ambten.

Art. 43. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de in artikel 41, 2°, bedoelde ambtsanciënniteit, worden de werkelijke diensten per kalendermaand berekend, waarbij deze die niet op een volledige maand betrekking hebben niet worden meegerekend.

Art. 44. Op de voordracht van de Vaste Commissie, richt de Regering een examencommissie voor bevordering op voor de kandidaten voor een ambt van hoofdinspecteur.

De benoeming tot hoofdinspecteur geschiedt op een met redenen omklede voordracht van de examencommissie voor bevordering, die voor elke betrekking een lijst van hoogstens vijf kandidaten voorstelt, gerangschikt volgens hun verdiensten en hun vaardigheden op het vlak van de menselijke betrekkingen. Om de kandidaten volgens hun verdiensten te rangschikken, moet de examencommissie inzonderheid rekening houden met de voortgezette en aanvullende vorming, de publicaties, de behaalde diploma's, getuigschriften en brevetten, de projecten die worden uitgevoerd binnen de kantons of schooldistricten waar de kandidaten werden aangesteld en met elk bewijs van hun sociale actie.

Art. 45. De personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs worden door de Regering in vast verband benoemd in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur.

Afdeling III. — Benoeming in het bevorderingsambt van inspecteur-generaal

Art. 46. De benoeming in het bevorderingsambt van inspecteur-generaal kan enkel geschieden indien de betrekking in verband met dat ambt vacant is.

Art. 47. De vacature van de toe te kennen betrekking in verband met het bevorderingsambt van inspecteur-generaal wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden die in aanmerking komen voor een benoeming, binnen twee maanden na de vacantverklaring, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Art. 48. Kunnen alleen in het bevorderingsambt van inspecteur-generaal worden benoemd de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend in de vereiste vorm en binnen de vereiste termijn.

Art. 49. Niemand kan worden benoemd in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° benoemd zijn in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur;

2° een ambtsanciënniteit van ten minste drie jaar tellen in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur.

Art. 50. Voor de berekening van de in artikel 49, 2°, bedoelde ambtsanciënniteit, worden de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, in welke hoedanigheid ook, werkelijk heeft gepresteerd in één van de in artikel 49, 1°, bedoelde ambt.

Art. 51. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de in artikel 50, 2°, bedoelde ambtsanciënniteit, worden de werkelijke diensten per kalendermaand berekend, waarbij deze die niet op een volledige maand betrekking hebben niet worden meegerekend.

Art. 52. Op de voordracht van de Vaste Commissie richt de Regering een examencommissie voor bevordering op voor de kandidaten voor een ambt van inspecteur-generaal.

De benoeming tot inspecteur-generaal geschiedt op een met redenen omklede voordracht van de examencommissie voor bevordering die een lijst van hoogstens vijf kandidaten voordraagt, gerangschikt volgens hun verdiensten en hun vaardigheden op het vlak van de menselijke betrekkingen. Om de kandidaten volgens hun verdiensten te rangschikken, moet de examencommissie inzonderheid rekening houden met de voortgezette en aanvullende vorming, de publicaties, de behaalde diploma's, getuigschriften en brevetten, de projecten die worden uitgevoerd binnen de inspectiegebieden waar de kandidaten werden aangesteld en met elk bewijs van de sociale actie van de kandidaten.

Art. 53. De personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs worden door de Regering in vast verband benoemd in het bevorderingsambt van inspecteur-generaal.

HOOFDSTUK IV. — Tijdelijke aanstelling

Art. 54. De Regering kan een houder van het brevet van kantonale inspecteur kleuteronderwijs tijdelijk aanstellen in een betrekking van kantonale inspecteur kleuteronderwijs.

De Regering stelt onder de kandidaten de oudste houder van het brevet van kantonale inspecteur kleuteronderwijs aan die nog niet in vast verband benoemd is in het bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs. Bij gelijke brevetanciënniteit, stelt de Regering onder de houders van het brevet deze aan die de grootste dienstanciënniteit telt. Bij gelijke dienstanciënniteit, stelt de Regering de oudste houder van het brevet aan.

Art. 55. De Regering kan een houder van het brevet van kantonale inspecteur lager onderwijs tijdelijk aanstellen in een betrekking van kantonale inspecteur lager onderwijs.

De Regering stelt onder de kandidaten de oudste houder van het brevet van kantonale inspecteur lager onderwijs aan die nog niet in vast verband benoemd is in het bevorderingsambt van kantonale inspecteur lager onderwijs. Bij gelijke brevetanciënniteit, stelt de Regering onder de houders van het brevet deze aan die de grootste dienstanciënniteit telt. Bij gelijke dienstanciënniteit, stelt de Regering de oudste houder van het brevet aan.

Art. 56. De Regering verzoekt de houders van de brevetten om hun kandidatuur voor een tijdelijke aanstelling in te dienen.

Art. 57. Ieder personeelslid dat tijdelijk is aangesteld in een bevorderingsambt van kantonale inspecteur kan te allen tijde van zijn aanstelling afzien. Het personeelslid oefent dan opnieuw definitief zijn oorspronkelijke ambt uit en, behoudens behoorlijk gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden, kan voor een nieuwe affectatie pas worden aangewezen na te hebben geantwoord op een nieuwe oproep gedaan overeenkomstig artikel 56.

Art. 58. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 54, lid 2 en in artikel 55, lid 2, worden de diensten in aanmerking genomen die de kandidaat, in welke hoedanigheid ook, werkelijk heeft gepresteerd in één of meer ambten bedoeld in artikel 22, lid 1, 6°, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

Art. 59. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 54, lid 2 en in artikel 55, lid 2, zijn de bepalingen bedoeld in artikel 24 van toepassing.

Art. 60. De Regering kan een kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs in een betrekking van hoofdinspecteur tijdelijk aanstellen.

De Regering stelt, volgens de rangschikking, de kandidaten aan die door de in artikel 44 bedoelde recentste examencommissie werden gerangschikt en die niet in vast verband werden benoemd in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur. Bij gelijke rangschikking, wanneer verscheidene lijsten, waarvan de samenstelling verschillend is, door dezelfde examencommissie worden opgemaakt voor verschillende betrekkingen, wordt voorrang verleend aan de kandidaat met de grootste ambtsanciënniteit. Nadat de rangschikking totaal benut is, stelt de Regering onder de kantonale inspecteurs kleuteronderwijs of lager onderwijs degene aan die de grootste ambtsanciënniteit telt. Bij gelijke ambtsanciënniteit, stelt de Regering de oudste kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs aan.

Art. 61. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 60, lid 2, worden de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, in welke hoedanigheid ook, werkelijk gepresteerd heeft in het bevorderingsambt van kantonale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs.

Art. 62. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 60, lid 2, worden de werkelijke diensten per kalendermaand berekend, waarbij deze die niet betrekking hebben op een volledige maand, niet worden meegerekend.

Art. 63. De Regering kan een hoofdinspecteur in een betrekking van inspecteur-generaal tijdelijk aanstellen.

De Regering stelt, volgens de rangschikking, de kandidaten aan die door de in artikel 52 bedoelde recentste examencommissie werden gerangschikt en die niet in vast verband werden benoemd in het bevorderingsambt van inspecteur-generaal. Nadat de rangschikking totaal benut is, stelt de Regering onder de hoofdinspecteurs degene aan die de grootste ambtsanciënniteit telt. Bij gelijke ambtsanciënniteit, stelt de Regering de oudste hoofdinspecteur aan.

Art. 64. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 63, lid 2, worden de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, in welke hoedanigheid ook, werkelijk heeft gepresteerd in het bevorderingsambt van hoofdinspecteur.

Art. 65. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de in artikel 63, lid 2, bedoelde ambtsanciënniteit, worden de werkelijke diensten per kalendermaand berekend, waarbij deze die niet op een volledige maand betrekking hebben niet worden meegerekend.

HOOFDSTUK V. — *De mutatie*

Art. 66. De mutaties van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs worden ingericht volgens een systeem van vier beurten.

Voor de eerste beurt van de mutaties worden de op 1 oktober definitief vakant verklaarde betrekkingen door de Regering ter kennis gebracht van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, via een rondzendbrief, gedurende de maand oktober.

Voor de tweede beurt van de mutaties worden de ten gevolge van de mutaties van de eerste beurt definitief vacant verklaarde betrekkingen en de betrekkingen die vacant werden na de datum van het begin van de eerste beurt en uiterlijk op 1 januari ter kennis gebracht van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, via een rondzendbrief, gedurende de maand januari.

Voor de derde beurt van de mutaties worden de ten gevolge van de mutaties van de tweede beurt definitief vacant verklaarde betrekkingen en de betrekkingen die vacant werden na de datum van het begin van de tweede beurt en uiterlijk op 1 maart ter kennis gebracht van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, via een rondzendbrief, gedurende de maand maart.

Voor de vierde beurt van de mutaties worden de ten gevolge van de mutaties van de derde beurt definitief vacant verklaarde betrekkingen en de betrekkingen die vacant werden na de datum van het begin van de derde beurt en uiterlijk op 1 mei ter kennis gebracht van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, via een rondzendbrief, gedurende de maand mei.

Art. 67. De rondzendingen bedoeld bij artikel 66 van dit decreet worden toegestuurd aan de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs per ter post aangetekende brief. Erin wordt vermeld dat de betrekkingen per mutatie toegewezen kunnen worden aan de personeelsleden die vast benoemd zijn in de toe te kennen betrekking en nodigen de personeelsleden die belangstelling tonen voor de toe te kennen betrekking uit tot het indienen van een aanvraag tot mutatie.

Elke omzendbrief vermeldt de vorm en de termijn voor het indienen van de aanvragen.

Art. 68. De aanvragen dienen per ter post aangetekende brief te worden gezonden naar het adres vermeld in de omzendbrieven bedoeld bij artikel 66 van dit decreet.

De aanvragen dienen te worden ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald bij iedere rondzendbrief.

De termijn zal niet korter zijn dan tien werkdagen. Hij vangt aan de dag na de datum van verzending van de rondzendbrief.

Art. 69. Voor iedere beurt van de mutaties, zal het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs dat meerdere betrekkingen aanvraagt een aparte aanvraag indienen voor iedere betrekking, met eventuele vermelding van zijn voorkeur.

Art. 70. Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs dat een mutatie krijgt bij de tweede beurt ziet automatisch af van de mutatie die hij tijdens de eerste beurt van de mutaties kreeg.

Art. 71. Voor elke beurt van de mutaties en voor iedere toe te kennen betrekking, worden de personeelsleden die een regelmatige aanvraag tot mutatie hebben ingediend en die aan de vereiste voorwaarde voldoet, gerangschikt volgens hun ambtsanciënniteit, verworven op de eerste dag van de maand september van het lopende dienstjaar.

Wanneer een mutatie voor betrekkingen van het ambt van kantonnale inspecteur kleuter- of lager onderwijs plaats vindt, bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Wanneer een mutatie voor betrekkingen van het ambt van hoofdinspecteur plaats vindt, bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt voorrang verleend aan de hoofdinspecteur met de grootste ambtsanciënniteit als kantonnale inspecteur. Bij gelijke ambtsanciënniteit als kantonnale inspecteur, wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Art. 72. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld bij artikel 71, lid 1, worden de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid werkelijk heeft gepresteerd, in welke hoedanigheid dan ook, in het ambt waarvoor de betrekking door mutatie toe te kennen is.

Art. 73. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de ambtsanciënniteit bedoeld bij artikel 72, worden de werkelijke diensten in kalendermaanden berekend, waarbij deze die een hele maand niet dekken, weggelaten worden.

Art. 74. Onverminderd de bepalingen bedoeld bij de artikelen 14 en 15, kent de Regering door mutatie elke betrekking toe die vacant verklaard wordt voor het ambt waarin het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs dat de eerste plaats bekleedt van de rangschikking bedoeld bij artikel 71 benoemd is, met inachtneming van de voorkeuropties vermeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 69.

Art. 75. Elk personeelslid wordt definitief aangewezen voor de betrekking waarvoor hij een mutatie op 1 augustus van het lopend dienstjaar heeft bekomen.

HOOFDSTUK VI. — *Administratieve standen*

Afdeling I. — Algemene bepaling

Art. 76. De administratieve standen waarin de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs zich kunnen bevinden, zijn de volgende :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Afdeling II. — Dienstactiviteit

Art. 77. Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand wordt ingedeeld.

Art. 78. Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs heeft recht op een wedde en op bevordering tot een hogere wedde onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs kan een verlof bekomen onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Afdeling III. — Non-activiteit

Art. 79. Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs bevindt zich in de stand non-activiteit onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 80. Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs dat zich in de stand non-activiteit bevindt heeft geen recht op wedde, behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling.

Art. 81. Niemand kan op non-activiteit gesteld of gehouden worden na het einde van de maand waarin hij 60 is geworden als hij 30 jaar erkende diensten telt voor het openen van het recht op een rustpensioen.

Afdeling IV. — Terbeschikkingstelling

Art. 82. Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs kan ter beschikking worden gesteld wegens bijzondere opdracht of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, wegens persoonlijke aangelegenheid of wegens persoonlijke aangelegenheid vóór een inruststelling, onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 83. Niemand kan op non-activiteit gesteld of gehouden worden na het einde van de maand waarin hij 60 is geworden als hij 30 jaar erkende diensten telt voor het toetreden tot het recht op een rustpensioen.

De bepaling van lid 1 is niet van toepassing op de personeelsleden die wegens bijzondere opdracht ter beschikking werden gesteld.

Art. 84. Een wachtgeld kan verleend worden aan de ter beschikking gestelde personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs onder dezelfde voorwaarden als aan de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap die in dezelfde stand worden gesteld. Het wachtgeld, de uitkeringen en vergoedingen, die eventueel aan deze personeelsleden worden toegekend, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldiging van de personeelsleden in actieve dienst.

HOOFDSTUK VII. — *Tuchtregeling*

Afdeling I. — Tuchtstraffen

Art. 85. Aan de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs kunnen de volgende tuchtstraffen opgelegd worden :

- 1° de terechtwijzing;
- 2° de berisping;
- 3° de afhouding op de wedde;
- 4° de overplaatsing bij tuchtmaatregel;
- 5° de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 6° de terugzetting in graad;
- 7° de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel;
- 8° de afzetting.

Art. 86. Voor de personeelsleden die vast benoemd zijn in een bevorderingsambt van kantonnale inspecteur of in de bevorderingsambt van hoofdinspecteur, worden alle tuchtstraffen voorgesteld door de inspecteur-generaal.

Voor de inspecteur-generaal worden de tuchtstraffen voorgesteld door de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of de ambtenaar-generaal die hij daartoe afvaardigt.

Tuchtstraffen worden door de Regering uitgesproken.

Art. 87. De afhouding op de wedde mag niet worden uitgesproken voor meer dan drie maanden. Zij mag niet meer dan één vijfde van de wedde bedragen.

Art. 88. De schorsing bij tuchtmaatregel mag niet worden uitgesproken voor meer dan één jaar. Zij heeft de halvering van de wedde tot gevolg.

Art. 89. De terugzetting in graad heeft tot gevolg dat de weddeschaal wordt toegekend die verbonden is aan het nieuwe ambt van het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs dat deze straf heeft opgelopen.

Art. 90. De duur van de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel wordt bepaald door de overheid die de straf oplegt : zij mag niet minder dan één jaar bedragen en vijf jaar niet overschrijden.

Gedurende de eerste twee jaar geniet het personeelslid een wachtgeld dat gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Zonder dat het laatst vermelde bedrag mag worden overschreden, wordt het wachtgeld vervolgens vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat de betrokkene zou bekomen indien hij voortijdig in ruste was gesteld.

Het personeelslid mag zijn wederopneming in de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs aanvragen na het verstrijken van de helft van de duur van zijn straf.

Art. 91. Geen straf mag worden voorgesteld dan nadat het personeelslid vooraf is gehoord of ondervraagd. De betrokkene mag gebruik maken van de rechten die het syndicaal statuut hem toekent.

Elk personeelslid dat verzocht wordt een over hem gedaan strafvoorstel te viseren, heeft het recht, binnen een termijn van twintig dagen, ingaande op de datum waarop het voorstel hem ter visering werd voorgelegd, langs hiërarchische weg, schriftelijk beroep in te stellen bij de raad van beroep.

Heeft de betrokkene, binnen de gestelde termijn, geen beroep ingediend, dan wordt het strafvoorstel rechtstreeks medegedeeld aan de Regering.

Art. 92. Het door het betrokken personeelslid ingediend strafvoorstel en het door hem ingesteld beroep worden aan de raad van beroep gezonden binnen de termijn van één maand, ingaande op de datum van de ontvangst van het beroep.

Art. 93. Behoudens wettige verhindering verschijnt de verzoeker persoonlijk. Hij kan bijgestaan worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde of in ruste gesteld zijnde personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Behalve in geval van strafvervolging, moet de raad van beroep binnen een termijn van hoogstens drie maanden vanaf de datum van ontvangst van het volledig dossier van de zaak een advies aan de Regering uitbrengen. De Regering kan het advies dringend vragen, doch in dit geval mag de termijn niet minder bedragen dan één maand.

Indien de verzoeker, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, beschouwt de raad van beroep de zaak als niet meer bij hem aanhangig, en stuurt hij het dossier voor beslissing aan de Regering.

De Regering neemt haar beslissing binnen de termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep of van het dossier van de zaak die bij hem niet meer aanhangig is.

Art. 94. Geen enkele straf mag uitwerking hebben voor de periode die voorafgaat aan de uitspraak ervan.

Art. 95. De strafvordering met betrekking tot de feiten waarvoor een tuchtprocedure werd ingesteld schorst de tuchtprocedure en -uitspraak. Ongeacht het resultaat van de strafvordering, behoudt de tuchtoverheid de bevoegdheid recht te spreken over de toepassing van de tuchtstraffen.

Afdeling II. — Schraping van tuchtstraffen

Art. 96. De schraping van een tuchtstraf opgelegd aan een personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs geschiedt onder dezelfde voorwaarden als voor de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK VIII. — De raad van beroep

Art. 97. Bij de Regering wordt een raad van beroep ingesteld.

Art. 98. De raad van beroep behandelt de beroepen ingediend tegen elk voorstel tot tuchtstraf.

Art. 99. De raad van beroep bestaat uit een voorzitter en zes leden.

Art. 100. De Regering stelt de voorzitter en de twee plaatsvervangende voorzitters aan onder de ambtenaren-generaal van het ministerie.

De voorzitter is stemgerechtigd.

Art. 101. De Regering stelt de leden aan van de raad van beroep onder de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs en de ambtenaren-generaal van het ministerie. De bedoelde personeelsleden van de inspectiedienst moeten vastbenoemd zijn en een ambtsanciënniteit van twee jaar tellen sedert hun benoeming tot personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs.

In afwijking van het vorig lid mag de inspecteur-generaal niet zitting hebben in de raad van beroep.

De werkende of plaatsvervangende leden die zitting hebben voor het onderzoek van een beroep moeten een ambt uitoefenen dat hiërarchisch gelijk of hoger is dan dat van de verzoeker.

In afwijking van het vorig lid mogen enkel zitting hebben de ambtenaren-generaal aangesteld overeenkomstig lid 1 voor het onderzoek van een beroep ingesteld door de inspecteur-generaal.

De leden bedoeld bij lid 1 van dit artikel worden aangesteld voor de helft rechtstreeks door de Regering en voor de andere helft op de voordracht van de vakverenigingen die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen aangesloten bij een vereniging die zitting heeft bij de Nationale Arbeidsraad, waarbij iedere vereniging over minstens één vertegenwoordiger beschikt.

Art. 102. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld bij artikel 101, lid 1, worden de diensten in aanmerking genomen die door het personeelslid werkelijk werden gepresteerd, als vastbenoemde, in een of meerdere ambten bedoeld bij artikel 3.

Art. 103. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de ambtsanciënniteit bedoeld bij artikel 101, lid 1, worden de werkelijke diensten berekend per kalendermaand, waarbij deze die niet een volledige maand dekken weggelaten worden.

Art. 104. Onder dezelfde voorwaarden stelt de Regering twee plaatsvervangende leden voor elk werkend lid aan.

Art. 105. De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden worden voor een periode van vier jaar aangesteld. Hun mandaat kan worden vernieuwd.

De vervanger van een lid voltooit het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Art. 106. De Regering stelt een secretaris en twee plaatsvervangende secretarissen aan onder de ambtenaren van het ministerie.

Zij nemen het secretariaat waar zonder stemgerechtigd te zijn.

Art. 107. De raad van beroep mag niet beraadslagen over een beroep indien de verzoeker niet in de mogelijkheid werd gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden en indien het dossier niet de gegevens bevat, die het de raad mogelijk moeten maken met volledige kennis van zaken een advies uit te brengen, o.m. het verslag van het onderzoek, de notulen van het getuigenverhoor en van de onontbeerlijke confrontaties.

Art. 108. Zodra een beroep ingesteld wordt, deelt de voorzitter aan de verzoeker de lijst mede van de werkende en plaatsvervangende leden van de bevoegde commissie.

Binnen tien dagen na de ontvangst van deze lijst, mag de verzoeker de wraking van één of meer leden van de commissie vragen: maximum drie leden aangewezen op de voordracht van de vakverenigingen en vier leden rechtstreeks door de Regering aangewezen. Hij mag evenwel geen werkend lid en zijn twee plaatsvervaarders wraken.

Een lid mag vragen ontlast te worden, ingeval hij meent in de zaak een zedelijk belang te hebben of hij de mening is toegedaan dat men hem zou kunnen verwijten niet onpartijdig te zijn. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan dit verzoek moet gegeven worden. Om dezelfde redenen, kan hij ook een lid van ambtswege ontslaan.

Art. 109. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters mogen geen zitting hebben in een zaak die een personeelslid betreft dat onder hun bestuur ressorteert.

De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden mogen geen zitting houden voor een zaak betreffende hun echtgenoot of een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad.

Art. 110. De raad van beroep beraadslagt en beslist geldig indien de voorzitter en minstens vier leden aanwezig zijn.

Art. 111. Voor iedere zaak wijst de Regering een verslaggever aan onder de ambtenaren van het ministerie die niet aan het onderzoek deel hebben genomen.

De verslaggever zet aan de raad van beroep objectief de voorgeschiedenis van de zaak en de uitslagen van het onderzoek uiteen. Hij heeft het recht van repliek. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 112. De raad van beroep kan een bijkomend onderzoek bevelen, bezwarende en ontlastende getuigen horen. Na beraadslaging, stuurt hij zijn gemotiveerd advies naar de Regering. Bedoeld advies vermeldt met hoeveel stemmen, voor en tegen, de stemming werd verkregen.

Art. 113. De stemming over het advies is geheim. De leden rechtstreeks door de Regering aangesteld en de leden aangesteld op de voordracht van de vakverenigingen moeten in gelijk aantal zijn om aan de stemming deel te nemen. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meer leden na loting.

Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

Art. 114. De beslissing wordt door de Regering genomen binnen de termijn bedoeld bij artikel 93, laatste lid. Erin wordt melding gemaakt van het met redenen omkleed advies van de raad van beroep of het gebrek aan advies. Iedere beslissing die niet overeenstemt met het advies van de raad van beroep wordt met redenen omkleed.

De Regering brengt haar beslissing ter kennis van de raad van beroep en van de verzoeker.

Art. 115. Het mandaat van de leden van de raad van beroep is kosteloos; reis- en verblijfsvergoedingen kunnen hun evenwel worden toegestaan volgens de reglementsbepalingen terzake.

Art. 116. De werking van de raad van beroep, met inachtneming van de rechten van de verdediging en van het contradictoire karakter van de debatten, wordt door de Regering geregeld.

HOOFDSTUK IX. — *De preventieve schorsing: administratieve maatregel*

Art. 117. Het personeelslid van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs wordt preventief geschorst onder dezelfde voorwaarden als deze die geldig zijn voor de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK X. — *Ambtsneerlegging*

Art. 118. De personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen:

1° indien zij niet regelmatig vast benoemd werden;

2° indien zij niet meer voldoen aan de volgende voorwaarden:

Belg of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, behoudens afwijking toegekend door de Regering;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

3° indien zij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden hun dienst niet hervatten;

4° indien zij zonder geldige reden hun betrekking verlaten en meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke wetten en strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

6° indien zij aan een vroegtijdige invaliditeit lijden die onder de door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk is vastgesteld en waardoor zij niet meer in staat zijn hun ambt volledig, geregeld en onafgebroken uit te oefenen;

7° indien zij vrijwillig ontslag nemen: het personeelslid mag slechts na behoorlijke machtiging en na een opzeggingstermijn van ten minste vijftien dagen zijn dienst verlaten;

8° indien zij in ruste worden gesteld omdat zij de leeftijdsgrens hebben bereikt;

9° indien zij een tuchtstraf van afzetting oplopen.

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 119. De personeelsleden benoemd in het ambt van kantonnale inspectrice voor het kleuteronderwijs worden geacht benoemd te zijn in het ambt van kantonnale inspecteur kleuteronderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

De personeelsleden benoemd in het ambt van kantonnale inspecteur voor het lager onderwijs worden geacht benoemd te zijn in het ambt van kantonnale inspecteur lager onderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 120. De personeelsleden die titularis zijn van een bekwaamheidsgetuigschrift voor het uitoefenen van het ambt van kantonnale inspectrice voor het kleuteronderwijs worden geacht titularis te zijn van het brevet van kantonnale inspecteur kleuteronderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

De personeelsleden die titularis zijn van een bekwaamheidsgetuigschrift voor het uitoefenen van het ambt van kantonnale inspecteur voor het lager onderwijs worden geacht titularis te zijn van het brevet van kantonnale inspecteur lager onderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 121. Het bekwaamheidsgetuigschrift voor het uitoefenen van het ambt van kantonnale inspectrice voor het kleuteronderwijs en het bekwaamheidsgetuigschrift voor het uitoefenen van het ambt van kantonnale inspecteur voor het lager onderwijs kunnen worden uitgereikt totdat de opleidingen en de examens ingericht worden voor het toekennen van het brevet van kantonnale inspecteur kleuteronderwijs of lager onderwijs, zoals bedoeld bij de artikelen 27 tot 32 van dit decreet, uiterlijk tot 31 december 2002.

Artikel 120 is van toepassing op de personeelsleden die het bekwaamheidsgetuigschrift voor het uitoefenen van het ambt van kantonnale inspectrice voor het kleuteronderwijs en het bekwaamheidsgetuigschrift voor het uitoefenen van het ambt van kantonnale inspecteur voor het lager onderwijs hebben bekomen bij toepassing van het eerste lid.

Art. 122. In afwijking van artikel 66 van dit decreet, worden de mutaties van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, voor het schooljaar 2001-2002, in drie beurten georganiseerd.

Voor de eerste beurt van de mutaties, worden de op 1 januari definitief vakant verklaarde betrekkingen door de Regering ter kennis gebracht van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, via een omzendbrief, gedurende de maand februari.

Voor de tweede beurt van de mutaties, worden de ten gevolge van de mutaties van de eerste beurt definitief vakant verklaarde betrekkingen alsook de sedert de datum van begin van de eerste beurt van de mutaties vakant geworden betrekkingen, en uiterlijk op 1 maart, door de Regering ter kennis gebracht van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, via een omzendbrief, gedurende de maand maart.

Voor de derde beurt van de mutaties, worden de ten gevolge van de mutaties van de tweede beurt definitief vakant verklaarde betrekkingen alsook de sedert de datum van begin van de tweede beurt van de mutaties vakant geworden betrekkingen, en uiterlijk op 1 mei, door de Regering ter kennis gebracht van de personeelsleden van de inspectiedienst voor het gesubsidieerd onderwijs, via een omzendbrief, gedurende de maand maart.

Art. 123. Opgeheven worden :

1° in artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 mei 1928 houdende algemene regeling van het lager onderwijs :

a) artikel 14;

b) artikel 15;

2° de wet van 27 mei 1971 waarbij de voor de inspecteurs van het rijksonderwijs geldende regeling inzake verlof en terbeschikkingstelling wegens ziekte en gebrekkigheid wordt uitgebreid tot de rijksinspecteurs voor het gesubsidieerd kleuter- en lager onderwijs.

Art. 124. Op 1 januari 2003 worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 6 november 1978 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnale inspecteur in het lager onderwijs (Frans stelsel), alsook de koninklijke besluiten van 11 juni 1980 en van 8 november 1983 en het besluit van de Regering van 12 juni 1998 die het wijzigen;

2° het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnale inspectrice in het kleuteronderwijs (Frans stelsel), alsook het besluit van de Regering van 12 juni 1998 dat het wijzigt.

Art. 125. Dit decreet treedt in werking op 1 februari 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 2001.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 219-1. — Commissieamendementen, nr. 219-2. Verslag, nr. 219-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 december 2001.



F. 2002 — 361

[S - C - 2002/29068]

20 DECEMBRE 2001. — Décret portant sur diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Article 1^{er}. A l'article 16, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, inséré par le décret du 26 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1^o, les mots « délivrés par une Haute Ecole » sont remplacés par les mots « , de deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long ou de deuxième cycle de l'enseignement universitaire, délivrés par la Communauté française »;

b) le 2^o est remplacé par la disposition rédigée comme suit :

« 2^o les étudiants porteurs d'un des diplômes de l'enseignement supérieur de type court, de deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long ou de deuxième cycle de l'enseignement universitaire belge, délivré par la Communauté germanophone ou par la Communauté flamande, dont la liste de correspondance est fixée par le Gouvernement après avis du Conseil général. »

Art. 2. L'article 22, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 précité, modifié par le décret du 17 juillet 1998 et par le décret du 24 juillet 1998, est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Ont également accès aux études menant au gradé d'infirmier(e) gradué(e) les titulaires du titre d'infirmier(e) breveté(e). »

Art. 3. L'article 34 du décret du 5 août 1995 précité est remplacé par la disposition rédigée comme suit :

« Art. 34. Aux conditions qu'elles fixent, les autorités de la Haute Ecole peuvent dispenser les étudiants de certaines parties de leur programme d'études en considération des études ou partie d'études qu'ils ont déjà effectuées avec succès.

Dans le cas d'études ou de parties d'études effectuées avec succès dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale, l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles et du Conseil concerné est requis.

Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles les titulaires d'une expérience professionnelle en rapport avec les études concernées bénéficient de dispenses dans les sections, options ou années d'études de spécialisation qu'il vise. »

Art. 4. Il est inséré dans le décret du 5 août 1995 précité un article 68*bis* rédigé comme suit :

« Art. 68*bis*. Lorsque la situation financière de la Haute Ecole organisée par la Communauté française ou le respect des lois, décrets et règlements le requièrent, le ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses compétences ou, le cas échéant, le délégué désigné par le Gouvernement à cette fin, peut requérir l'organe de gestion concerné de délibérer dans les délais qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Lorsqu'à l'expiration du délai, l'organe de gestion n'a pas pris de décision ou lorsque le ministre ne se rallie pas à la décision prise par cet organe, le Gouvernement peut prendre la décision en lieu et place de l'organe de gestion. »